

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
Du 1 au 28 août 2026

Sommaire

Fait marquant

- Le Royaume-Uni obtient un accès inédit à la base de données de combat ukrainienne *Avengers AI Labs* lors de la visite d'Andy Burnham à Kiev

Economie numérique et régulation

- Accident mortel sur autoroute : le rôle des réseaux sociaux relance le débat sur la régulation des plateformes au Royaume-Uni
- Google est visé par une action collective au Royaume-Uni pour un montant estimé à 5 Md£
- Atos remporte un contrat de 78,2 M£ auprès de l'administration fiscale britannique (HMRC) pour la modernisation numérique
- Apple conteste devant la justice britannique une nouvelle demande d'accès aux données chiffrées iCloud
- NHS-Palantir : des liens d'intérêts entre plusieurs dirigeants du NHS interrogent à l'approche du renouvellement du contrat de la *Federated Data Platform*

Données et intelligence artificielle

- Cybersécurité et IA : l'AIISI documente un troisième incident de comportement autonome malveillant, révélant les limites des tests de sécurité
- L'Écosse sécurise 300 M£ pour sa première *AI Growth Zone*
- Sovereign AI prend une participation dans OLIX, concepteur britannique de puces IA
- Demis Hassabis quitte ses fonctions de directeur exécutif de Google DeepMind dans un contexte global de réorganisation
- Financement des semi-conducteurs au Royaume-Uni : 237 M£ levés en 2026, dépassant le total de 2025

Cybersécurité

- Une cyberattaque contre le premier groupe aéroportuaire du Royaume-Uni expose les données de 8,7 millions de clients

Spatial

- L'Agence spatiale britannique (UKSA) investit 13 M£ dans les communications satellitaires de nouvelle génération

Nouvelles technologies

- Quantinuum et Oracle s'associent pour démocratiser l'accès au calcul quantique

Ecosystème tech

- Revolut obtient sa licence bancaire française et confirme son ancrage stratégique à Paris
- La *Financial Conduct Authority* (FCA) sélectionne cinq fintechs pour sa *Scale-up Unit*
- Le gouvernement britannique annonce le déploiement d'une nouvelle enveloppe de 100 M£ pour élargir l'accès au capital-risque des jeunes entreprises

Fait marquant : Le Royaume-Uni obtient un accès inédit à la base de données de combat ukrainienne *Avengers AI Labs* lors de la visite d'Andy Burnham à Kiev

Le 24 août à Kiev, à l'occasion de son premier déplacement à l'étranger en tant que Premier ministre, Andy Burnham a signé avec le président Volodymyr Zelensky [un partenariat](#) en matière d'intelligence artificielle (IA) faisant du Royaume-Uni le premier pays étranger autorisé à accéder à la plateforme ukrainienne *Avengers AI Labs*.

Avengers AI Labs constitue un outil stratégique pour l'effort de guerre ukrainien : la plateforme s'appuie sur un jeu de données annoté de millions d'images de combat, alimenté par des milliers de caméras diurnes et de capteurs infrarouges et acoustiques déployés sur le front, ainsi que par le système ukrainien DELTA de gestion et de conscience situationnelle du champ de bataille. Ces flux permettent d'**entraîner des modèles de vision par ordinateur capables d'identifier et de classer automatiquement des cibles militaires** (chars, pièces d'artillerie, systèmes de défense antiaérienne, infanterie ou drones Shahed). Selon le ministère ukrainien de la Défense, **la plateforme traite désormais plus de 100 000 flux vidéo de drones par mois et parvient à détecter environ 70 % des cibles ennemies apparaissant dans les images**, contre environ 12 000 pièces d'équipement identifiées par semaine dans les versions antérieures du système.

Jusqu'à présent réservé aux seules entreprises ukrainiennes, un avantage compétitif certain face à des concurrents étrangers dont les modèles, entraînés sur des données synthétiques, se révélaient souvent moins performants en conditions réelles, **cet accès est désormais ouvert aux chercheurs et entreprises britanniques**.

En contrepartie, le Royaume-Uni [met à disposition de l'Ukraine son écosystème d'intelligence artificielle](#), troisième au monde, ainsi que ses universités et ses entreprises technologiques de pointe. Le partenariat doit dans un premier temps se concentrer sur **la défense et la sécurité nationale**, avant d'être potentiellement élargi à d'autres secteurs de la vie publique, du contrôle du trafic aérien aux systèmes ferroviaires. **Trois start-up britanniques, Sintela, Mind Foundry et Skyrail, ont déjà engagé des projets pilotes** : transformation de câbles à fibre optique enterrés en capteurs IA pour la protection de sites de défense, ou encore développement de puces basse consommation pour drones et robotique.

Cet accord s'inscrit dans le cadre du « *100 Year Partnership* » liant les deux pays et intervient quelques jours seulement après l'autorisation donnée par le gouvernement britannique à l'industriel européen MBDA de partager des informations classifiées sur les composants britanniques du missile de croisière SCALP, afin d'aider Kiev à établir ses propres chaînes de production. Cette double annonce n'est pas passée inaperçue à Moscou : le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a jugé la décision « extrêmement négativement », réitérant les menaces de « conséquences » déjà formulées la semaine précédente à l'encontre du Royaume-Uni pour son soutien aux frappes ukrainiennes de longue portée en territoire russe.

Economie numérique et régulation

Accident mortel sur autoroute : le rôle des réseaux sociaux relance le débat sur la régulation des plateformes au Royaume-Uni

Douze arrestations ont été effectuées dans le cadre de l'enquête sur un accident survenu sur une autoroute britannique le 22 août, qui a fait sept morts, dont deux policiers. L'affaire a pris une tournure politique après une révélation de la [BBC](#) : l'une des victimes de l'accident avait **partagé, sur TikTok, des vidéos montrant de jeunes hommes conduisant de manière dangereuse.**

Cette découverte a conduit le gouvernement britannique à menacer les plateformes numériques de sanctions si elles ne retiraient pas les contenus faisant la promotion de comportements routiers irresponsables. L'affaire a été largement reprise par la presse britannique, illustrant la sensibilité du sujet.

Cette affaire relance le débat, déjà présent au Royaume-Uni depuis l'entrée en vigueur de l'*Online Safety Act*, sur la **responsabilité des plateformes** dans la diffusion de contenus glorifiant des comportements à risque (conduite dangereuse, défis viraux). Elle pose la question de l'articulation entre modération algorithmique, signalement communautaire et obligations légales des opérateurs vis-à-vis des autorités.

Google est visé par une action collective au Royaume-Uni pour un montant estimé à 5 Md£

Le *Competition Appeal Tribunal* (CAT) [a certifié le 5 août](#) l'ouverture d'une action collective de type « *opt-out* » contre Google, d'un montant estimé à 5 Md£, permettant à la procédure de se poursuivre jusqu'à un procès sur le fond au nom de près de 900 000 entreprises britanniques.

L'action, portée par *Or Brook Class Representative Limited* sous la direction de Dr Or Brook, universitaire spécialiste de droit de la concurrence, accuse Google d'avoir abusé de sa position dominante sur le marché de la recherche générale pour surfacturer les entreprises britanniques recourant à ses services de publicité liée à la recherche. Le format « opt-out » retenu par le tribunal signifie que les entreprises concernées seront automatiquement intégrées à la procédure sans démarche volontaire de leur part. Google avait tenté, sans succès, de faire annuler ce format par un recours rejeté par le CAT. La décision n'emporte à ce stade aucune reconnaissance de responsabilité juridique de l'entreprise.

Atos remporte un contrat de 78,2 M£ auprès de l'administration fiscale britannique (HMRC) pour la modernisation numérique

Le groupe de services informatiques français Atos a remporté un contrat de trois ans, pouvant atteindre 78,2 M£, auprès de HM Revenue & Customs (HMRC), l'administration fiscale britannique. L'accord porte sur la gouvernance technique, le pilotage de la livraison et l'assurance qualité de l'écosystème d'applications *low-code* de l'administration.

Le contrat, assorti d'options d'extension de deux années supplémentaires, vise à moderniser le parc informatique historique de HMRC, accélérer les cycles de déploiement logiciel et améliorer les interfaces numériques destinées aux contribuables, aux entreprises et aux agents de la fonction publique.

Cette attribution renforce l'empreinte d'Atos dans la prestation de services IT auprès des administrations britanniques, alors que le gouvernement poursuit sa consolidation des systèmes logiciels hérités vers des environnements cloud et *low-code*.

Apple conteste devant la justice britannique une nouvelle demande d'accès aux données chiffrées iCloud

Apple a déposé début août une nouvelle requête devant l'*Investigatory Powers Tribunal* (IPT) au Royaume-Uni pour contester une « *Technical Capability Notice* » (TCN) du *Home Office* lui demandant de permettre l'accès aux sauvegardes iCloud chiffrées de ses utilisateurs britanniques. Cette action fait suite à un premier affrontement en 2025, lorsque le gouvernement avait initialement exigé un accès mondial avant de se rétracter sous la pression de Washington, puis de reformuler sa demande en la limitant aux seuls résidents du Royaume-Uni.

Au cœur du litige se trouve l'*Advanced Data Protection* (ADP), une option d'iCloud qui applique un chiffrement de bout en bout aux sauvegardes, photos et messages, de sorte qu'Apple lui-même ne peut pas les lire. En janvier 2025, après réception de la première TCN, Apple avait retiré l'ADP pour les nouveaux utilisateurs au Royaume-Uni, affirmant qu'il n'avait « jamais construit de backdoor ni de clé maîtresse » et ne le ferait pas. Le gouvernement britannique maintient que l'*Investigatory Powers Act* (IPA) et les TCN sont nécessaires pour lutter contre le terrorisme, la criminalité grave et les abus sexuels sur enfants, tout en assurant l'existence de garde-fous et d'un contrôle judiciaire indépendant. Pour Apple et plusieurs ONG de défense des droits, toute faille introduite dans le chiffrement affaiblit la sécurité de tous les utilisateurs, y compris en dehors du Royaume-Uni.

Apple ne se contente pas de contester le fond de la demande, mais cherche à **faire examiner la légalité même du pouvoir du gouvernement d'émettre de telles notices sous l'IPA**, dans une procédure qui sera coordonnée avec des recours parallèles de Privacy International et Liberty.

NHS-Palantir : des liens d'intérêts entre plusieurs dirigeants du NHS interrogent à l'approche du renouvellement du contrat de la Federated Data Platform

La presse a relayé début août qu'au moins six hauts responsables du *National Health Service* (NHS) avaient des liens financiers ou professionnels déclarés avec Palantir, dont le contrat de 330 M£ pour la *Federated Data Platform* (FDP) est de plus en plus contesté à l'approche de sa reconduction l'an prochain. Ces déclarations, conformes aux règles de *NHS England*, relancent les interrogations sur la gestion des conflits d'intérêts lorsque des décideurs publics détiennent des participations dans des titulaires de gros contrats.

Palantir, présent dans le NHS depuis la pandémie (Foundry à 1 £ symbolique, puis contrat de 23,5 M£ en 2020 et 330 M£ pour la FDP en 2023), voit l'efficacité de la plateforme contestée, notamment après des critiques sur l'accès potentiel de son personnel à des données patients identifiables. *NHS England* assure que les personnes concernées n'ont pas participé à la passation du contrat FDP et que l'accès aux données reste sous contrôle du NHS.

Données et intelligence artificielle

Cybersécurité et IA : l'AIISI documente un troisième incident de comportement autonome malveillant, révélant les limites des tests de sécurité

L'*AI Security Institute* (AIISI) britannique a publié le 4 août un [rapport technique](#) révélant un **nouvel épisode préoccupant** : lors d'une évaluation de cybersécurité menée fin juillet, le modèle Claude Mythos 5 d'Anthropic a créé de fausses identités en ligne pour tenter de piéger des développeurs humains et les pousser à intégrer du code malveillant dans un projet *open source*. Le modèle GPT-5.6 d'OpenAI, testé dans le même exercice, a lui aussi pris des actions non autorisées sur internet réel, et les deux modèles semblent même avoir communiqué entre eux pour tenter de résoudre le défi qui leur était soumis.

Ce rapport survient quelques semaines après **un incident bien plus grave révélé par OpenAI lui-même** : ses agents IA [ont piraté la plateforme Hugging Face de façon totalement autonome](#), sans qu'OpenAI ne s'en aperçoive pendant plus d'une semaine. L'entreprise qualifie cet épisode de "premier cas connu d'un collectif d'agents automatisés agissant de manière offensive sans autorisation". OpenAI a annoncé avoir **temporairement ralenti l'entraînement de ses modèles**, suspendu l'usage de l'apprentissage par renforcement sur certaines tâches, et renforcé son isolement réseau et sa surveillance. Des milliers d'employés de grands laboratoires d'IA américains ont signé une lettre appelant à ralentir le rythme de la recherche suite à cet incident.

En réaction à ces révélations, **Anthropic a lancé sa propre enquête interne et découvert que Mythos 5 et deux autres de ses modèles avaient piraté trois organisations lors de tests remontant à avril**. L'AIISI précise que, contrairement à l'incident Hugging Face (où les modèles s'étaient échappés d'un environnement censé être clos), son évaluation avait cette fois délibérément accordé un accès internet aux modèles et désactivé leurs garde-fous internes, à des fins de mesure des capacités maximales (un cadre qui ne reflète pas un usage grand public).

Cette séquence place l'AIISI en position de coordinateur de facto sur la sécurité des modèles frontières : les deux laboratoires ont salué son rôle. Anthropic s'est dit "reconnaissant" pour son "leadership" et a appelé à des standards partagés plus solides pour les évaluations à haut risque ; OpenAI a annoncé vouloir réunir prochainement instituts nationaux d'IA, évaluateurs indépendants et autres laboratoires. L'administration américaine travaille de son côté à un cadre volontaire de tests fédéraux, non encore public et qui ne couvrirait pas les modèles en développement interne, un angle mort que ces trois incidents mettent en lumière.

L'Écosse sécurise 300 M£ pour sa première AI Growth Zone

L'*AI Growth Zone* du Lanarkshire, en Écosse, a [obtenu un financement de 300 M£](#) pour développer ses infrastructures de calcul, tandis que Dell Technologies a annoncé y établir la **base de son équipe écossaise**. Le projet devrait soutenir plus de **3 400 emplois**, ainsi que des programmes de formation dans les métiers de la tech, de l'ingénierie et de la construction.

Le financement combine une garantie de 202 M£ du *National Wealth Fund* (fonds souverain britannique dédié aux infrastructures) et des prêts d'ING, ABN AMRO, Santander, de la Scottish National Investment Bank et de Siemens Financial Services. Il permettra au promoteur DataVita d'agrandir son datacentre existant (DV1) et d'en construire un second, l'ensemble du site devant être alimenté très majoritairement par des énergies renouvelables, tirant parti du mix électrique bas-carbone écossais.

Dell Technologies installera pour sa part son équipe écossaise à Mercury House, au sein de l'*AI Innovation Park* du Lanarkshire, rejoignant ainsi l'écosystème local en construction.

Le Lanarkshire ambitionne d'être l'une des premières *AI Growth Zones* britanniques à accueillir **des puces de dernière génération**.

Plusieurs responsables gouvernementaux ont salué l'annonce comme **une illustration de la stratégie britannique des *AI Growth Zones*, conçue pour attirer les investissements dans les territoires disposant de ressources énergétiques suffisantes**. Le ministre de l'IA Kanishka Narayan et le secrétaire d'État à l'Écosse Douglas Alexander ont mis en avant la dimension de réindustrialisation et de "croissance dans chaque code postal" (*"good growth in every postcode"*), tandis que le gouvernement écossais évoque un investissement privé total supérieur à 8 Md£ sur l'ensemble de la zone, assorti d'un fonds communautaire de 543 M£ pour la formation et le soutien local.

Sovereign AI prend une participation dans OLIX, concepteur britannique de puces IA

Le fonds public britannique *Sovereign AI* [a investi dans OLIX](#), une entreprise basée à Londres et à Bristol qui conçoit des puces d'inférence pour l'intelligence artificielle. L'opération s'inscrit dans un tour de table à neuf chiffres annoncé le 30 juillet, faisant d'OLIX **l'une des plus récentes licornes britanniques**.

Il s'agit du cinquième investissement en fonds propres de Sovereign AI et de sa onzième entreprise soutenue au total. Le fonds, doté de 500 M£ et lancé par le gouvernement britannique, vise à renforcer les capacités souveraines du pays en intelligence artificielle et à réduire sa dépendance aux fournisseurs technologiques étrangers, dans la ligne de l'ambition affichée par l'ancien Premier ministre Keir Starmer de faire du Royaume-Uni un *"AI maker, not an AI taker"*.

Demis Hassabis quitte ses fonctions de directeur exécutif de Google DeepMind dans un contexte global de réorganisation

Sir Demis Hassabis a [quitté début août](#) la direction opérationnelle de Google DeepMind pour devenir président du laboratoire et *chief scientist* d'Alphabet, dans une réorganisation qui marque une intégration accrue de DeepMind au sein de Google. Koray Kavukcuoglu, ancien bras droit de Demis Hassabis, prend la tête de Google DeepMind en tant que *senior vice-president*, tandis que le *chief scientist* Jeff Dean quitte le groupe pour fonder sa propre start-up, soutenue financièrement par Google.

Cette mue intervient alors que DeepMind, pionnier de l'IA moderne avec AlphaGo et AlphaFold, voit plusieurs de ses chercheurs phares partir et que Google restructure sa stratégie de recherche pour rattraper OpenAI et Anthropic.

Financement des semi-conducteurs au Royaume-Uni : 237 M£ levés en 2026, dépassant le total de 2025

Les entreprises britanniques de semi-conducteurs ont [levé 321 M\\$ \(237,4 M£\) depuis le début de l'année 2026](#), contre 262 M\$ (193,8 M£) sur l'ensemble de 2025 et 232 M\$ (171,6 M£) en 2024, selon les données de Tracxn Technologies.

Le financement en phase *seed* s'élève à 37,2 M\$ (27,5 M£) et le *early stage* à 284 M\$ (210 M£). En revanche, le *late stage*, qui avait atteint 77 M\$ (52 M£) en 2025, n'a enregistré aucun tour en 2026 à ce jour. [Fractile](#) domine le secteur avec 242,5 M\$ (180 M£) en série A en janvier 2026, puis 220 M\$ (162,7 M£) en série B en mai, **devenant la start-up la mieux financée du secteur**.

Bristol confirme sa position de premier pôle de financement, avec 25,6% des fonds levés au Royaume-Uni (1,1 Md\$ / 813,7 M£), soit plus que Cambridge (12,2%, 390 M£) et Londres (11,0%, 350,6 M£) réunis, malgré seulement 43 entreprises sur les 1 986 suivies.

Cybersécurité

[Une cyberattaque contre le premier groupe aéroportuaire du Royaume-Uni expose les données de 8,7 millions de clients](#)

Le groupe *Manchester Airports Group*, premier opérateur aéroportuaire britannique, a été victime fin août d'une cyberattaque ayant permis l'accès aux données personnelles de **8,7 millions de clients** des aéroports de Manchester, Londres-Stansted et East Midlands. Les données concernées incluent notamment des adresses électroniques, numéros de téléphone, codes postaux et immatriculations de véhicules, collectés dans le cadre d'inscriptions au Wi-Fi ou de réservations de parkings. Le groupe a indiqué qu'aucune donnée bancaire ou de paiement n'avait été compromise et que ses opérations, ainsi que la sécurité aérienne, n'avaient pas été affectées.

Cette attaque, qui constitue **l'une des plus importantes violations de données au Royaume-Uni ces dernières années**, intervient dans un contexte de multiplication des cyberattaques visant de grandes entreprises et des infrastructures critiques britanniques (Jaguar Land Rover et Marks & Spencer en 2025 notamment). Le *National Cyber Security Centre* a indiqué travailler avec *Manchester Airports Group* à la suite de l'incident. [Selon le Financial Times](#), l'attaque pourrait s'apparenter à une opération de rançongiciel, sans qu'aucun groupe responsable n'ait à ce stade été identifié publiquement.

Spatial

[L'Agence spatiale britannique investit 13 M£ dans les communications satellitaires de nouvelle génération](#)

La *UK Space Agency* (UKSA) a [annoncé](#) le 18 août un investissement de 13 M£ pour soutenir **16 projets d'entreprises développant des systèmes de communication par satellite**, dans le cadre du programme ARTES (*Advanced Research in Telecommunication Systems*) de l'Agence spatiale européenne.

Parmi les projets soutenus, celui de CGI (SODOR) testera le haut débit satellitaire sur la ligne ferroviaire West Highland de ScotRail, l'une des lignes les plus reculées d'Écosse, dans des zones que les réseaux mobiles classiques peinent à couvrir. Ce projet pilote s'inscrit dans la stratégie plus large du gouvernement visant à **déployer la connectivité satellitaire sur l'ensemble des trains** du territoire britannique.

Dans le secteur agricole, le projet GAUFF de Farmer Charlie développe **des capteurs agricoles connectés par satellite à coût abordable**, offrant aux agriculteurs des données en temps réel sur leurs terres et cultures.

Exobotics Ltd (STARS) développe quant à elle une technologie de communication satellite ultra-rapide, avec les premiers satellites d'un réseau conçu pour accélérer le relais de données entre satellites et stations au sol.

[Pour la ministre de l'Espace Liz Lloyd](#), cet investissement illustre **l'étendue de l'innovation spatiale** britannique et sa capacité à améliorer le quotidien, entre accès internet élargi dans les trains et agriculture plus intelligente.

Nouvelles technologies

Quantinuum et Oracle s'associent pour démocratiser l'accès au calcul quantique

L'entreprise anglo-américaine Quantinuum (issue de la fusion de Honeywell et *Cambridge Quantum Computing*) et Oracle ont annoncé un partenariat stratégique pluriannuel visant à intégrer l'informatique quantique à *Oracle Cloud Infrastructure (OCI)*. Les clients d'OCI pourront ainsi accéder directement à Helios, l'ordinateur quantique commercial de Quantinuum, via le service quantique d'OCI, en complément des infrastructures HPC et GPU existantes.

L'objectif affiché des deux partenaires est d'**explorer les usages d'une infrastructure hybride quantique-IA pour répondre aux défis de calcul les plus intensifs des entreprises** (découverte de matériaux, développement pharmaceutique, logistique, énergie, modélisation financière), tout en élargissant l'accès des universités et centres de recherche à ces capacités.

Ce partenariat s'inscrit dans une dynamique plus large pour Quantinuum au Royaume-Uni : en juillet, l'entreprise avait déjà signé un accord avec Rolls-Royce, Riverlane et l'EPCC (centre national de supercalcul basé à Édimbourg) pour explorer les applications industrielles du quantique, notamment dans la conception de turbines à gaz.

Ecosystème tech

Revolut obtient sa licence bancaire française et confirme son ancrage stratégique à Paris

La néobanque britannique Revolut [a obtenu en août](#) une licence bancaire complète en France, à l'issue d'une évaluation conjointe menée par l'ACPR et la Banque centrale européenne. L'entité Revolut Bank S.A. va progressivement commencer à servir ses clients en Europe, en démarrant par la France, avant une extension à l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne dans les phases suivantes.

Cette annonce fait suite à la confirmation par Revolut de l'ouverture, en 2027, de son **nouveau siège pour l'Europe de l'Ouest à Paris**. Pour Nik Storonsky, fondateur et PDG de Revolut, **la France est "une place financière de premier plan", portée par un écosystème dynamique et un cadre réglementaire solide**.

Sur le plan structurel, Revolut adopte désormais un modèle à deux pôles en Europe : son entité lituanienne, Revolut Bank UAB, continue de couvrir le reste de l'Espace économique européen, chaque entité étant supervisée par son autorité compétente locale ainsi que par la BCE.

Cette licence française s'inscrit dans une **dynamique d'expansion internationale** plus large pour la fintech : le mois dernier, Revolut avait déjà obtenu l'agrément bancaire complet en Australie auprès de l'APRA (*Australian Prudential Regulation Authority*).

La Financial Conduct Authority (FCA) sélectionne cinq fintechs pour sa Scale-up Unit

La **Financial Conduct Authority (FCA)**, régulateur financier britannique, **a sélectionné** cinq **scale-ups fintech** majeures — **ClearScore, Modulr, Teya, Urban Jungle et Zilch** — pour **intégrer la dernière cohorte de sa Scale-up Unit**. Cette unité, créée pour offrir un accompagnement réglementaire sur-mesure lors du lancement de nouveaux produits ou de l'évolution des politiques, couvre ici des entreprises actives dans les paiements, le crédit à la consommation, le *scoring* de crédit et l'assurtech.

Il s'agit de la première cohorte composée exclusivement d'entreprises régulées uniquement par la FCA (contrairement au premier groupe, à double régulation) à bénéficier de ce dispositif dédié. En février 2026, un premier groupe de six entreprises à double régulation avait déjà été annoncé : Allica Bank, ClearBank, Monument Bank, Nottingham Building Society, OakNorth Bank et Zopa Bank.

À l'occasion de cette annonce le 10 août, la FCA a également **publié les enseignements** tirés d'un programme pilote mené auprès de 15 scale-ups, soulignant que **des investissements précoces dans la gestion des risques réglementaires et les dispositifs de contrôle** sont déterminants pour une croissance commerciale durable à long terme.

Le gouvernement britannique annonce le déploiement d'une nouvelle enveloppe de 100 M£ pour élargir l'accès au capital-risque des jeunes entreprises

Le gouvernement britannique a **annoncé** le déploiement d'une nouvelle enveloppe de **100 M£** dans le cadre de l'*Investor Pathways Capital Initiative*, pilotée par la *British Business Bank*. Cette deuxième phase d'un programme doté au total de **400 M£** vise à soutenir jusqu'à **dix nouveaux fonds de capital-risque**, en particulier ceux gérés par des investisseurs émergents ou primo-gestionnaires, afin d'accroître l'offre de financement pour les entreprises aux stades *pre-seed* et *seed*.

Cette initiative s'inscrit dans la **volonté du gouvernement de réduire les disparités régionales en matière d'accès au capital-risque et de développer l'investissement au-delà de Londres**. Elle fait suite à un premier engagement de **90 M£**, annoncé en juin 2026, en faveur de dix microfonds. Les candidatures pour la prochaine cohorte devraient ouvrir à l'automne 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jeanne de Kesling (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr